

Le pouvoir aux travailleurs

10 Novembre 2013

N° 195

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- DES MOTS CREUX POUR TROMPER LES TRAVAILLEURS !.....	2
- LE POUVOIR ACTUEL RECULE DEVANT CEUX QUI ONT CONTRIBUE A L'INSTALLER	4
- POUR LUTTER CONTRE LA CHERTE DE LA VIE, UNE MOBILISATION DES TRAVAILLEURS EST NECESSAIRE.....	5
- ARRETER TOUS LES VENDEURS N'ARRETERA PAS LA VENTE ILLICITE DE MEDICAMENTS.....	5
- LE PROBLEME DE LOGEMENT A ABIDJAN: UN CASSE-TETE POUR LES PAUVRES	6
- ALCOOLISME : UN FLEAU QU'IL FAUT COMBATTRE.....	6 - 7
- GREVE DES TRAVAILLEURS DE « AXE TEMPORAIRE » : LA DETERMINATION A PAYE.....	8 - 9
- BATIMENT : LES TRAVAILLEURS DU 3 ^{ème} PONT MONTRENT LE CHEMIN	9 - 10
- LES CONDITIONS INHUMANES DE TRAVAIL DES EBOUEURS	10
- PRECARISATION DE L'EMPLOI : SEULES DES LUTTES DE GRANDE AMPLEUR PEUVENT INVERSER LA TENDANCE.....	11
- ARABIESAODITE : UNE DICTATURE MAOYENÂGEUSE AMIE DES GRANDES PUISSANCE....	12 - 13

DES MOTS CREUX POUR TROMPER LES TRAVAILLEURS !

En ce moment, les dirigeants politiques au pouvoir n'ont pas d'autres formules à la bouche que celle de « *horizon 2020* ». Ils veulent faire patienter les classes pauvres jusqu'à cette date en leur faisant croire que cela ira mieux pour tout le monde après. C'est comme une carotte qu'ils tendent comme pour leur dire : « *acceptez donc de serrer encore un peu plus vos ceintures, nous œuvrons pour votre bonheur* ».

La même rengaine est répétée dans les médias en différentes versions plus ou moins minables selon leurs auteurs. Ainsi, Amadou Soumahoro, le secrétaire général du Rdr, lors d'une tournée des chantiers qu'il a effectuée avec la direction et les élus de son parti cette semaine « *félicite le président de la république pour son engagement de faire de notre État un pays émergent à l'horizon 2020* » ! Dans sa tournée des chantiers, évidemment, il n'a pas vu les conditions de travail difficiles, sous un soleil de plomb, les travailleurs s'échiner durant 12 heures par jour payés avec des salaires de misères.

En version qui se veut plus économiste, leur champion, c'est le ministre du commerce et des Pme, Jean Louis Billon, qui parle carrément de « *programme Phoenix pour l'horizon 2020* ». Ce fameux programme se résumerait comme suit :

D'abord, par « *l'augmentation de l'assiette fiscale* ». Cela signifie, taxer un peu plus les plus pauvres : à savoir les petits mécaniciens, menuisiers et autres petites vendeuses, qui constituent pour eux « *le secteur informel* ». C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement « *déguerpit* » les étals sur le bord des trottoirs, en comptant formaliser ensuite leurs éventuelles réinstallations, pour pouvoir mieux les pressurer.

Ensuite, l'argent ainsi dégagé, de l'ordre de 200 milliards d'ici 2020, selon Jean Louis Billon, permettrait de mieux aider les entreprises qui sont installées à Yopougon, Vridi, dans le bâtiment, etc, afin qu'elles soient plus « *compétitives* ».

C'est au nom de cette « *compétitivité* » que le patronat et le gouvernement maintiennent les travailleurs dans les usines et sur les chantiers en tant que journaliers sans perspective d'être embauchés en fixe. D'ailleurs, de plus en plus de travailleurs sont maintenant carrément payés à la tâche, exploités à mort ! C'est cela la « *compétitivité* » capitaliste !

C'est au nom de cette même compétitivité, pour ceux des travailleurs qui s'en souviennent, qu'en son époque le gouvernement d'Affi N'Guessan et les dirigeants syndicaux à la solde du régime, appelaient les travailleurs à la « *trêve sociale* ». Cela a permis à un riche comme Jean Louis Billon qui est aussi à la tête de grosses Pme de ce pays, de pressurer un peu plus les travailleurs !

La seule chose qui compte pour ces gens au gouvernement, c'est de permettre aux plus riches de s'enrichir toujours plus, en aggravant l'exploitation des travailleurs et en appauvrissant les populations pauvres des villes et des campagnes. Tout le reste n'est que verbiage !

L'OPERATION « TERE » : CE N'EST PAS POUR LUTTER CONTRE LE BANDITISME !
--

L'Etat-major des Frci vient de lancer l'opération « Téré » (soleil, en langue malinké). Elle consiste à mobiliser les Frci pour « occuper le terrain » dans quatre régions militaires : Agboville, Toumodi, Guéssabo et Ferké. Cette mobilisation se déroulera durant un mois. L'objectif affiché est « d'enrayer totalement les phénomènes de coupeurs de route et de grand banditisme et sécuriser les populations ».

Ce grand banditisme est en fait l'œuvre des Frci elles-mêmes ou précisément de ceux d'entre eux qui n'ont pas été intégrés dans l'armée officielle, qui n'ont donc pas obtenu de matricule et qui sont dans la nature, armés et sans ressource, vivant souvent de rapines. Certains d'entre eux continuent à être utilisés par les capitalistes et les riches pour surveiller leurs entreprises ou leur demeure, tels des chiens de garde. Souvent payés à quatre sous.

Selon l'Etat-major de l'armée, ces ex-combattants sont au nombre de 29 000. Mais dans ses discours, Ouattara parlait il n'y a pas encore longtemps de 100 000 ex-combattants.

Quelques-uns d'entre eux occupent toujours illégalement les cités universitaires de Williamsville, d'Abobo, de Port-Bouët 1, 2 et 3, du camp commando d'Abobo et probablement encore de celui de Yopougon. Tous ceux-là, mis ensemble, ne constituent finalement encore que quelques milliers. Tous les autres sont dans la nature et sévissent en dehors d'Abidjan. La presse fait régulièrement état de coupeurs de route et même d'attaques contre les

barrages Frci. Tout dernièrement encore à Agboville et à Dabou.

Tous ces ex-combattants réclament ce qu'ils estiment être leur dû pour service rendu au pouvoir actuel. Ce dernier les a « toléré » depuis maintenant un peu plus de deux ans. Mais en même temps, il ne semble pas vouloir dégager les centaines de milliards de francs nécessaires pour y faire face. Du coup, l'équation est compliquée pour le pouvoir Ouattara. D'une part, ces ex-Frci facilement mobilisables peuvent lui être encore utiles en cas de débordement toujours possibles venant d'une partie de l'armée. Notamment d'ex-Fds, favorables au camp Gbagbo. De l'autre côté, ces forces non contrôlables peuvent aussi constituer un danger pour lui, pour peu qu'émerge en son sein un IB capable de les organiser et constituer ainsi une force devant laquelle l'armée actuelle ne pourrait pas y faire face.

Alors, il est bien difficile de connaître les objectifs réels de cette opération « Téré ». Mais, on peut être sûr au moins d'une chose : ce n'est certainement pas pour « sécuriser les populations pauvres », comme ils le prétendent. Bien au contraire. L'insécurité qui règne dans les quartiers pauvres d'Abobo, pour prendre cet exemple, où des bandes armées sévissent au vu et au su de tous, arrangent quelque part les riches et le gouvernement à son service dans la mesure où cette insécurité leur permet de déployer leurs armées pour pouvoir mieux réprimer les travailleurs et les populations pauvres en cas de révolte.

Or, cette révolte peut éclater à tout instant, devant l'aggravation de la

misère dans laquelle tombe de plus en plus de familles de travailleurs. Et les riches payent cette armée non pas pour protéger les pauvres mais au contraire

pour maintenir cette classe sociale dans l'oppression et protéger ainsi leurs intérêts en tant que classe dominante de la société capitaliste.

LE POUVOIR ACTUEL RECULE DEVANT CEUX QUI ONT CONTRIBUE A L'INSTALLER

Le journal « *Nord-Sud* » du 25 octobre a consacré un article sur la grogne au sein des corps habillés, notamment des Frci. Les soldats protestent contre le non-paiement de 10 millions de francs de « *per diem* », pour ceux d'entre-eux qui ont été mobilisés lors des dernières tournées présidentielles à l'intérieur du pays. Ils auraient appris que les gendarmes et les policiers avaient déjà perçu leur part. Ils réclament donc la leur.

Finalement, devant cette grogne, le gouvernement aurait accepté de décaisser une somme « *avoisinant 5 millions de francs* » pour chaque soldat concerné. Le journal précise que lors de ces missions, « *l'hébergement et la nourriture ont été entièrement pris en charge par le ministère et pour tous* ». Dans le passé, des mouvements de petits soldats avaient réussi à faire tomber le président. Le pouvoir actuel ne l'ignore pas et préfère sans doute lâcher du

lest avant que le mouvement prenne conscience de sa force.

Si de simples soldats perçoivent une prime de 5 millions de francs chacun pour quelques jours de « *mobilisations* », en plus de leur salaire, on peut imaginer ce que les officiers supérieurs et les hauts dirigeants gouvernementaux perçoivent ! A fortiori, les Bolloré, Bouygues, Omaïs, Gandour, Khalil, Billon et autres requins de l'industrie et de la finance. En somme, les dindons de la farce, ce sont les travailleurs qui triment sur les chantiers, les usines et les plantations ; ce sont les petits employés de l'Etat ; ce sont tous les pauvres qui subissent les augmentations des prix des biens de consommation, pendant que les salaires sont bloqués au nom de la « *compétitivité* » des entreprises !

Oui, c'est clair, mais les travailleurs et les pauvres n'auront rien pour rien !

L E U R S O C I E T E

POUR LUTTER CONTRE LA CHERTE DE LA VIE, UNE MOBILISATION DES TRAVAILLEURS EST NECESSAIRE!

Plus rien ne va dans les ménages. La vie est devenue extrêmement chère. Malgré les grandes déclarations des autorités et la propagande de lutte contre la cherté de la vie, la réalité est que les travailleurs et les pauvres n'arrivent plus à se nourrir. Depuis quelques années, le seul repas du jour qu'ils pouvaient prendre est devenu aléatoire.

Cela fait plus de 2 ans que le gouvernement prétend lutter contre la pauvreté. Mais chacun peut le constater, le résultat est zéro.

Et pour cause, le gouvernement

étant avant tout au service des riches, il ne peut pas prendre des mesures contre eux. Or, la première mesure d'urgence serait de contraindre les industriels et les gros commerçants à baisser leur marge bénéficiaire. La deuxième mesure serait d'augmenter le salaire des travailleurs qui sont bloqués depuis des années alors que les prix flambent par ailleurs.

Pour cela, les travailleurs et les populations pauvres ne peuvent pas compter sur le gouvernement.

Ils ne peuvent compter que sur leur propre capacité à défendre leurs intérêts face à l'exploitation capitaliste.

ARRETER TOUS LES VENDEURS N'ARRETERA PAS LA VENTE ILLICITE DE MEDICAMENTS

A l'occasion du 1^{er} séminaire de la profession pharmaceutique, le Premier ministre a dit que « *le réseau illicite des personnes (8 000 environ) qui se livre à ce trafic sera démantelé(...)* Le trafic des médicaments est un acte éminemment criminel. ». Son ministre de la Santé a dit, pour sa part, que « *tous ceux qui s'improvisent pharmaciens tuent* »

Si la population se tourne aujourd'hui vers les médicaments par terre, les raisons sont connues de tous. Depuis de nombreuses années, le pouvoir d'achat ne fait que baisser. Les salaires sont bloqués alors que les prix eux, augmentent régulièrement.

Les médicaments vendus en pharmacie sont généralement inaccessibles à la majorité de la population pauvre. C'est ainsi qu'un marché parallèle s'est développé. Le plus grand marché de ces médicaments

se trouvait à Adjamé Roxi. Cela au vu et au su des autorités.

Qui ne connaît pas les risques à consommer des médicaments souvent périmés, exposés à l'air libre ; vendus comme de vulgaires produits de consommation courante. Mais les gens n'ont pas d'autre alternative. Or le problème du gouvernement, c'est seulement de contenter les pharmaciens, pas de sauver des vies. Autrement celui-ci aurait commencé par baisser les prix des médicaments en baissant la marge bénéficiaire des pharmaciens et en diminuant ses propres taxes douanières. Sans oublier d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.

Et puis à l'échelle internationale, le droit à la santé ne sera vraiment effectif que lorsque les trusts pharmaceutiques seront soumis au contrôle des travailleurs.

L E U R S O C I E T E

LE PROBLEME DE LOGEMENT A ABIDJAN: UN CASSE-TETE POUR LES PAUVRES

Aujourd'hui, trouver un logement à Abidjan relève du parcours du combattant, surtout quand on est un petit salarié, ce qui est le cas de la grande majorité des travailleurs. Les loyers flambent pendant que les revenus stagnent.

A Abobo, les loyers dans les quartiers d'accès facile tournent autour de 35 à 45000 pour les 2 pièces et 40 à 60 000 pour les 3 pièces. Il y a à peine 5 ans encore les mêmes loyers coûtaient 2 fois moins qu'aujourd'hui.

Pour trouver un logement, quand le bouche-à-oreille n'a pas été efficace, il faut recourir au service de jeunes margoulins qui se font appeler « *agence immobilière* ». Ils ont sous la main des maisons à louer et ne les font visiter qu'à ceux qui leur versent 2 à 5 milles francs de frais de visite. Mais le tout n'est pas de trouver le logement qui convient. Il faut aussi verser les 5 à 10 mois de caution-avance-agence que le gérant du logement exige avant de céder.

Dans ces conditions, les petites gens (ouvriers et autres jobeurs) sont

bien obligés de trouver les logements là où leurs revenus le leur permettent. C'est-à-dire dans les quartiers très en périphérie, dans les bas-fonds, sur des versants abrupts, le plus souvent sans eau courante, ni électricité. Dans ces quartiers, on vit entassés les uns sur les autres. Le taux de chômage y étant très élevé, on peut trouver facilement dans un deux pièces plus de 7 personnes. Quand des sanitaires existent dans les cours, ils sont en état plus ou moins avancé d'insalubrité à cause de leur sur-utilisation.

Il y a encore quelques années, les quartiers construits de planches et de bâches communément appelés Sicoboïs étaient surtout habités par les veuves, les débrouillards et les populations nouvellement arrivées à Abidjan. Aujourd'hui, même de vieux ouvriers avec des revenus réguliers y logent.

L'État a lancé récemment une opération de logements dit sociaux, mais là encore les conditions fixées écartent la majorité des petites gens.

ALCOOLISME : UN FLEAU QU'IL FAUT COMBATTRE

De plus en plus d'ouvriers tombent dans l'alcoolisme. Les dimanches, et les jours de repos, les cabarets (endroits où on boit du koutoukou ou du bandji) sont bondés. Avant, l'alcoolisme était surtout l'affaire des vieux. Mais aujourd'hui, les jeunes sont de plus en plus touchés par ce phénomène. Dans les quartiers ouvriers, Micao, Ayakro, Petit Bouaké, An 2000,

Andokoi, la mode aujourd'hui, ce sont les cabarets.

Si de plus en plus de travailleurs s'adonnent à l'alcool, c'est dans la plupart des cas pour noyer leurs problèmes et les difficultés de la vie quotidienne. C'est aussi par manque de perspectives dans l'avenir qui ne cesse de s'assombrir.

L E U R S O C I E T E

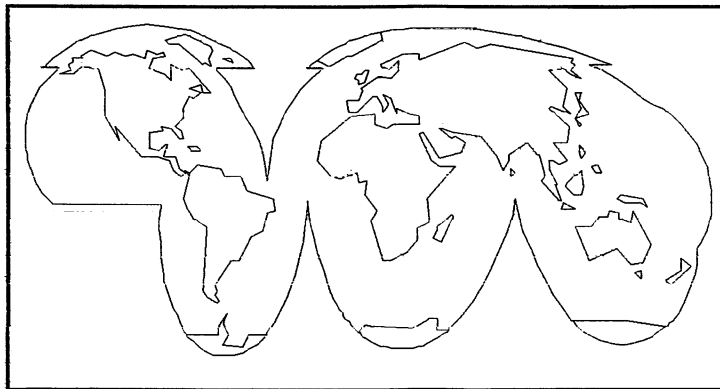
Par le passé, dans les pays européens, les premières tentatives de la classe ouvrière dans sa lutte pour s'émanciper, c'était de se dresser contre l'alcoolisme, l'influence rétrograde des religions qui prônent la soumission ainsi que les préjugés qui divisent les travailleurs, par exemple, le régionalisme, la xénophobie, le nationalisme.

Le mouvement ouvrier avait compris à l'époque que pour combattre la bourgeoisie, il fallait combattre l'alcoolisme ainsi que toutes les idées qui obscurcissent la conscience de classe des travailleurs. C'est-à-dire l'idée que dans ce monde, il y a deux camps

aux intérêts diamétralement opposés : le camp des exploités et le camp des exploités; le camp des patrons et le camp des travailleurs. Pour se libérer de l'exploitation et de l'oppression, les travailleurs devront se mettre ensemble au-delà du corporatisme, et de toutes sortes de divisions raciales ou autres.

Des organisations ouvrières qui incarnent ces idées, il n'y en a pas aujourd'hui chez nous. Mais les travailleurs conscients ont intérêt à combattre l'alcoolisme comme toutes les idées et pratiques obscurantistes. C'est à ce prix qu'ils peuvent lutter efficacement contre leurs exploités.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GREVE DES TRAVAILLEURS DE « AXE TEMPORAIRE » : LA DETERMINATION A PAYE

Axe Temporaire (ex Ecoci) est une entreprise qui sous-traite des travaux avec la Sotaci. Elle emploie une soixantaine de travailleurs. Le travail consiste à mettre les pointes dans les paquets de 1kg. Ensuite, il faut les ranger dans des cartons. Il faut 50 paquets par carton. Et c'est ce carton qui est payé à 100F. Ce travail, ils le font dans des conditions difficiles. Non seulement, personne ne peut gagner ne serait-ce que 2000 F par jour, il n'y a aucune protection contre les accidents. Le travail se fait sans gants, ni chaussures de sécurité. Il n'y a même pas de cache-nez contre la poussière. Ceux qui tombent malades, c'est tant pis pour eux.

Les travailleurs sont entrés en grève pour protester contre leur situation. Voici ce que raconte un des grévistes:

« Dès le premier jour de la grève, le patron nous a envoyé balader. Son représentant nous a dit qu'ils n'avaient rien à discuter avec nous. Les jours qui ont suivi, c'était toujours du mépris vis-à-vis de nous. Ensuite, c'était des menaces de renvoi. Comme cela ne faisait pas d'effet, la direction a tenté de briser la grève en cherchant à nous diviser. Comme nous sommes restés solidaires, elle a commencé à recruter de nouvelles personnes pour nous remplacer. Malgré toutes ces manigances, deux semaines après, la production n'avait toujours pas redémarré. Et pendant tout ce temps, la direction continuait de jouer au jeu de cache-cache avec nous. Nous avons même envoyé une délégation pour la rencontrer, au siège de « Axe Temporaire » au Plateau. Nos collègues ont passé toute la journée au pied de l'immeuble et ce n'est que tard dans l'après-midi qu'ils furent reçus. D'ailleurs, c'était pour leur dire de venir nous

exhorter à reprendre le travail. Ils nous bernaient en nous disant que leur marge bénéficiaire étant très mince, ils ne peuvent rien faire. A l'annonce de cet échec de la négociation, nous nous sommes réunis et, ensemble, toujours mobilisés et déterminés, nous avons décidé de continuer le mouvement de grève.

Au bout de la troisième semaine de grève, d'autres structures de sous-traitance au sein de la Sotaci ont commencé à prendre contact avec nous. Pendant toute la journée du mardi 29 octobre, nous avons négocié. Il y a eu des avancées en ce qui concerne les augmentations mais nous ne sommes pas tombés d'accord du fait qu'ils ne voulaient pas l'ensemble des travailleurs. Alors que ce point n'était pas à négocier. Ou bien l'ensemble des 60 travailleurs ou rien, c'était notre préalable. Dans l'après-midi, nous avons profité de ce contact pour jouer sur la corde de la concurrence en informant notre direction que nous sommes en négociation avec d'autres structures.

C'est à l'annonce de cette nouvelle, que la direction est promptement revenue à la raison, en nous proposant la reprise de la négociation. Le lendemain mercredi 30 octobre, une nouvelle négociation s'est ouverte entre nous. Cette fois-ci, les rapports de force, s'ils n'ont pas totalement changé de camp, ils s'étaient quand même équilibrés. Ainsi, la direction a concédé une augmentation de 25% et, pour ce qui concerne les autres points de revendications à savoir : la prise en charge des maladies et accidents de travail, ou encore le matériel de protection comme les chaussures de sécurité, les gants et les boîtes de lait, elle a promis y faire face dans l'immédiat. »

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Cette victoire est certes, une petite victoire par rapport au cent pour cent d'augmentation que les travailleurs demandaient. Par rapport aussi à ce que les patrons se mettent plein les poches

comme profits. Mais, elle est à saluer car elle montre la voie aux travailleurs que s'ils sont mobilisés et déterminés, ils peuvent faire inverser le rapport de forces en leur faveur.

BATIMENT : LES TRAVAILLEURS DU 3^{ème} PONT MONTRENT LE CHEMIN

Les travailleurs qui construisent le 3^{ème} pont d'Abidjan reliant la commune de Cocody à celle de Marcory ont marqué un arrêt de travail de 2 jours dans la première semaine du mois d'octobre, pour protester contre leurs conditions de travail et de vie.

Ce mouvement a commencé le lundi 07 octobre de manière spontanée avec seulement les travailleurs du groupe Bouygues. Il faut rappeler que pour la construction du pont et de ses deux échangeurs, le groupe Bouygues a fait appel à de la sous-traitance de plusieurs autres entreprises comme Béro, Trévi, Batim-ci etc. Ensuite, Bouygues a créé une entreprise fictive dénommée SACPRM (Société Anonyme pour la Construction du Pont Riviéra-Marcory).

Le premier jour de grève, tous les chantiers ne furent pas bloqués car les travailleurs des entreprises de sous-traitance ont timidement continué le travail. Mais tout le monde avait ras-le-bol, surtout ces derniers qui sont payés avec des salaires un peu plus bas. Ces derniers ont d'ailleurs commencé aussi à se manifester. Ceux de Batim-ci par exemple, ont saisi l'occasion pour déposer une liste de revendications auprès de leur patron.

Le lendemain mardi, pour donner un peu de contenu à leur arrêt de travail, les grévistes ont interdit à tout le monde

de faire quoi que ce soit sur les trois sites du chantier à savoir le pont et les deux échangeurs. La direction voyant l'ampleur du mouvement, a vite fait de chercher à calmer les travailleurs en leur proposant une prime de transport de 10.000F. Ensuite, elle exigea de reprendre le travail, pour continuer la négociation une semaine après.

Le jeudi 17, la négociation reprenait effectivement, pour donner réponse aux autres points de la revendication. Cette fois-ci, comme le travail avait repris, la direction a purement fait de la diversion avec les représentants des grévistes. Non seulement elle a fait appel à un inspecteur de travail, mais en plus elle s'est fait appuyer par la présence des policiers. Pour commencer la négociation, elle projeta un documentaire où le gouvernement donne le niveau de vie d'un travailleur moyen. Et en conclusion elle a déclaré que ce qu'elle paye est déjà au-dessus de la moyenne. Ensuite, comme d'habitude, l'inspecteur a condamné la grève, la traitant d'illégale sans toute fois condamner l'exploitation illégale des patrons. Quant à la police, elle jouait le rôle de garant de l'ordre avec les menaces de répressions en cas d'autres mouvements. En fin de compte, après plus de 4 heures de débat inutile et ennuyeux, la direction céda encore 10.000F. Au total, les travailleurs obtinrent en tout, 20.000 F sur les 80.000 F qu'ils réclamaient.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont trouvé insuffisant les 25% parce que le niveau de vie aujourd'hui avec les prix qui ne cessent d'augmenter, demande même plus que les 80 000 francs qu'ils exigeaient. Et cette grève doit servir de leçon pour les travailleurs que soit du bâtiment comme partout ailleurs. Car, si le patron a cédé rapidement sur les

10.000F de prime de transport, c'est parce que tout était bloqué. Mais, une semaine après, rien ne le faisait trembler, tout fonctionnait normalement, alors il pouvait procéder par la diversion et l'intimidation comme il l'a fait. C'est une précieuse leçon qui sera utile pour les futures luttes.

LES CONDITIONS INHUMAINES DE TRAVAIL DES EBOUEURS

Toutes les entreprises de ramassage d'ordures de la place, sans exception, traitent leurs employés avec le même mépris.

Voici le témoignage de deux travailleurs :

«Je travaille à MBH. Notre entreprise est une petite boîte par sa taille car elle n'emploie qu'une douzaine de travailleurs ou tout au plus 14 personnes. Mais si par sa taille elle est petite, par son rendement elle se porte bien. Dès le début, nous avons commencé avec deux engins et aujourd'hui nous sommes à 4, après deux ans. De deux voyages par jour, par équipe, nous sommes passés à trois voyages. Mais malgré toutes ces avancées notables et visibles dans la production et donc dans le profit que fait la direction, nos conditions de travail et de vie sont restées les mêmes. Notre salaire est fixé et figé 70.000 F, salaire que nous ne percevons pas la totalité tous les mois. Aucune prise en charge pour les malades ni même pour les accidentés de travail. Nous ne sommes pas déclarés à la Cnps, nous n'avons pas droit à des congés annuels. Nous sommes payés dans des registres qu'on ne retrouve plus à la prochaine paie. C'est un intermédiaire qui vient s'adresser à nous ou qui emmène nos salaires les fins du mois. Nous avons dressé une liste de revendications mais nous ne savons à qui adresser... »

« Chez nous à SI2E, le problème le plus récurrent est le salaire qui vient moitié tous les mois. Malgré nos grognés, malgré

les belles promesses de la direction, rien ne change. Elle nous doit aujourd'hui plusieurs mois de demi-salaire. Même à la veille de la fête de Tabaski passé, elle n'a pas pu tenir sa promesse de nous verser la totalité de notre paie. Elle nous a eu à l'usure car il ne restait qu'un jour avant la fête. Malgré le mécontentement grandissant, la majorité d'entre nous, étant des musulmans, les miettes valaient mieux que de rester les mains vides. Donc c'est avec la rage au cœur que nous avons touché ces miettes.

Aujourd'hui, c'est plusieurs collègues parmi nous qui sont malades mais qui ne sont pas pris en compte par l'entreprise. Le fait aussi que nous n'avions pas de couverture sociale à la Cnps ou d'une assurance privée, fait que les accidentés sont livrés à eux. Pour le moment, la direction a le dessus, car elle finit toujours par nous intimider avec des menaces de renvoi. Mais plus les jours passent, plus la colère monte et, tôt ou tard, elle finira par exploser car nous en avons maintenant jusqu'à la gorge. »

Dans ce secteur d'activité, c'est le nom des entreprises qui diffère. Quant à l'exploitation des travailleurs, aux conditions misérables dans lesquelles les patrons les jettent, eux et leurs familles, c'est pareil. Mais cela représente aussi un avantage pour les travailleurs de ce secteur car ils peuvent unir facilement leur force, s'ils se donnent les moyens, pour ensemble, mener un combat contre ces tyrans de la poubelle.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PRECARISATION DE L'EMPLOI : SEULES DES LUTTES DE GRANDE AMPLEUR PEUVENT INVERSER LA TENDANCE

La récente grève des travailleurs de Axe Temporaire, une entreprise de sous-traitance à Sotaci, pour des améliorations de leurs conditions salariales, l'amélioration des conditions de travail et pour leur embauche est révélateur d'une situation qui s'est généralisée depuis plusieurs années : la précarisation de l'emploi.

Dans la plupart des entreprises de la zone industrielle de Yopougon, de plus en plus de patrons, plutôt que d'embaucher directement, préfèrent recourir à des entreprises de placement de main d'œuvre. Même dans de grosses entreprises comme Nestlé, Cargill, Cemoi, Sonaco, etc, les patrons ne se gênent pas pour faire appel aux boîtes d'intérim. Dans celles qui emploient directement des travailleurs journaliers, il devient de plus en plus impossible de passer de ce statut à celui d'embauché. De sorte que nombreux sont les travailleurs qui sont journaliers depuis plusieurs années (souvent au-delà de 10 ans) sans pouvoir être embauchés.

Dans des entreprises telles que LGI, Olam, Darling, Ivograin,

Gandhour..., il y a bien plus de travailleurs journaliers que d'embauchés. Les anciens qui partent à la retraite sont remplacés par des journaliers. Les emplois précaires, ce n'est pas une exception mais c'est devenu la règle.

Etre journalier ou contractuel, c'est vivre dans l'incertitude du lendemain. Avec un salaire au rabais, pas de retraite, pas de prise en charge en cas de maladie ou en cas d'accident de travail. Ces travailleurs sont corvéables à merci. Ils sont plus vulnérables à cause de leur situation précaire et la peur de perdre leur emploi.

La dernière vague d'embauches date de 1999 où après le coup d'état, les travailleurs, dans un élan de lutte, avaient réussi à imposer aux patrons des embauches. C'est par la pression de l'ensemble de la classe ouvrière que les patrons avaient cédé.

Aujourd'hui, pour faire reculer patronat et gouvernement sur cette question, la seule solution, c'est une grande mobilisation du monde du travail pour remettre les pendules à l'heure et leur interdire la journalisation de l'emploi.

ARABIE SAOUDITE : UNE DICTATURE MAOYENÂGEUSE AMIE DES GRANDES PUISSANCES

Pendant quelques jours, la presse a fait état de la situation d'oppression que vivent les femmes ainsi que le mépris et la répression que subissent les immigrés dans ce pays dirigé par une monarchie obscurantiste. Pour ne pas froisser la susceptibilité des dirigeants de ce régime, les dirigeants des grandes puissances qui sont coutumiers de l'évocation des "droits de l'homme" lorsqu'il s'agit de régimes qui ne leur sont pas soumis, restent complaisamment muets sur ce sujet dès lors qu'il s'agit d'un de leurs amis.

Arrestation massive d'immigrés clandestins

De nombreux étrangers sont arrêtés dans ce pays dans le cadre d'une vaste opération de répression contre l'immigration clandestine. Le pays compte plus de 8 millions d'étrangers dont 2 millions considérés en situation irrégulière. Les immigrés même avec les papiers en règle constituent une fraction très importante de la classe ouvrière de ce pays. Ils sont dépourvus de droits tout en constituant une conséquente source de revenus pour les classes possédantes.

Des kafils (garants, parrains), souvent des hommes d'affaires qui font venir des étrangers placés sous leur houlette, ont pu bâtir des fortunes sur le dos des étrangers. Lorsque ces étrangers sont des commerçants, ces parrains se contentent de prélever une certaine somme sur le chiffre d'affaire. Lorsqu'il s'agit de travailleurs, ce système de parrainage s'apparente presque à l'esclavage. Les travailleurs privés de droit sont à la merci du kafil en étant soit exploités dans son entreprise soit cédés à d'autres exploités après prélèvement de prébendes au passage. Ainsi des

travailleurs passent d'une main à l'autre comme des banals objets.

Il paraît que l'autorité royale veut supprimer le droit des kafils à louer la main-d'œuvre à des tiers, or pour le moment ce ne sont pas ces gens-là qui sont arrêtés mais des immigrés dont une majorité est composée de travailleurs sans papiers. Un ultimatum royal de trois mois a été renouvelé une fois et a expiré, intimant à un million de personnes de quitter le territoire au plus tard le 3 novembre.

Aussitôt la date butoir arrivée, des patrouilles de police se sont livrées à la chasse à l'homme dans toutes les villes du pays. Elles procèdent à des arrestations massives des sans-papier, à leur incarcération et ceux-ci risquent une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement et/ou une amende pouvant atteindre 27 mille dollars.

Des femmes défient les autorités saoudiennes

Pour la troisième fois depuis 1990, des Saoudiennes ont bravé l'interdiction qui leur est faite de conduire un véhicule. C'est un acte courageux car lors de leurs précédentes tentatives la répression ne les avait pas épargnées.

L'Arabie Saoudite est le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire. Les femmes y sont considérées comme des personnes de seconde zone : elles n'ont pas le droit de voyager ni de se faire opérer sans l'aval de leur père ou de leur mari, elles n'ont pas le droit d'exercer un métier de leur choix et sont tenues de respecter de nombreux interdits. Elles ne pourront voter pour la première fois qu'aux municipales de 2015.

Suite à leur campagne de protestation consistant à faire signer des pétitions, à

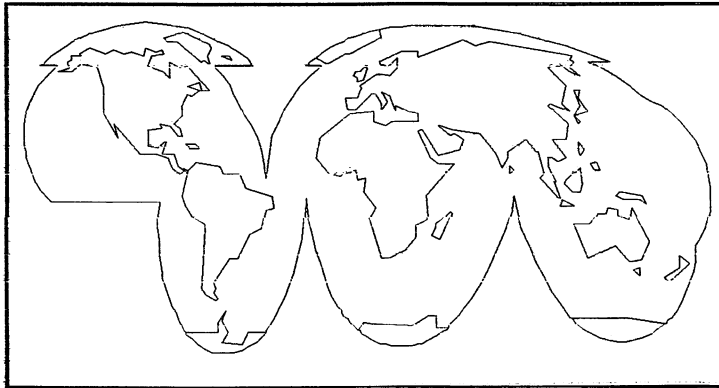
prendre le volant le 26 octobre le jour de leur manifestation ou à mettre sur internet des vidéos les montrant en train de conduire un véhicule, au moins seize Saoudiennes ont été interpellées par la police. Elles ont dû s'acquitter d'une amende et s'engager par écrit avec leur tuteur (père, frère ou mari), à respecter la réglementation en vigueur dans le royaume.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a déclaré à ce sujet qu'« il appartient à l'Arabie saoudite de décider elle-même de ses propres structures sociales et autres choix ». Cela prouve que les grandes puissances capitalistes, même lorsqu'elles se targuent d'être des

« démocraties modernes », ne sont nullement gênées de faire bon ménage avec une dictature moyenâgeuse qui maintient la moitié de sa population dans l'obscurantisme et l'arriération. La seule chose qui compte pour eux c'est que leurs capitalistes puissent continuer à faire des affaires juteuses avec ces « partenaires économiques » et que le pétrole coule à flot.

Les organisatrices de la lutte pour les droits des femmes n'ont pas dit leur dernier mot. Elles ont le soutien de certains comédiens saoudiens qui font circuler sur internet une vidéo ridiculisant l'interdiction faite aux femmes de conduire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.